

Revisiting Mining Contracts in the DRC: Impossible Transparency in a Weak State

Modeste Mba Talla

Abstract

The article analyses the review of mining contracts and concessions in the Democratic Republic of Congo, signed by illegitimate governments during the country's period of political instability and civil war. The article demonstrates that the discourse and activities around this revisitation were more style than substance, and reveals little increase in awareness by political decision-makers in the DRC. In the international arena, in spite of the new forms of regulation, the notion of 'free mining' dominates and continues to dictate asymmetrical power relations within the DRC's mining sector. As a result, certain actors continue to dominate negotiations within mining's complex industrial structure, to the detriment of other key actors, including the Congolese state, and especially the population of the DRC who bear the burden of mining's heavy economic and environmental impact.

État-faible et «revisitation» des contrats miniers en RDC: Une transparence impossible

Modeste Mba Talla¹

Résumé

L'article analyse le processus de revisitation des conventions de concessions et de contrats miniers, tous léonins, signés par des gouvernements illégitimes durant la longue période d'instabilité politique et de guerre civile en RDC. Dans cet article, nous montrons que tout le discours et l'exercice fait autour de ce processus de « revisitation » procèdent davantage d'un exercice de style que d'une véritable prise de conscience par les décideurs politiques congolais, et que sur le plan international, malgré les nouvelles formes de régulation, nous sommes toujours dans une situation de « free mining » dans laquelle les relations de pouvoir entre acteurs intervenants dans le secteur minier en RDC sont toujours asymétriques. De ce fait, certains acteurs demeurent en constante position de maintien des statures dominantes dans les négociations inhérentes à la structure complexe de l'industrie minière; ceci au détriment d'autres acteurs, à commencer par l'État congolais et surtout des populations congolaises qui sont hautement affectées par le coût écologico-économique élevé.